



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 21/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TERREAL SAS**

Rue Léon Saccard  
71150 Chagny

Références : AC/MV/2024/C\_166  
Code AIOT : 0003300403

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement TERREAL SAS implanté Lieu-dit Forêt de Chagny 71150 Chagny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite périodique

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERREAL SAS
- Lieu-dit Forêt de Chagny 71150 Chagny
- Code AIOT : 0003300403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'installation ayant fait l'objet de l'inspection est une carrière d'argile exploitée par la société TERREAL pour ses propres besoins. La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 16 octobre 2018 pour une durée de 20 ans.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Suivi faune et flore	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.4.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 1.2.2	Sans objet
2	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.3.3	Sans objet
3	Déboisement - défrichement	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.4.1	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 9.4.1	Sans objet
5	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 1.5	Sans objet
6	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.5	Sans objet
7	Déviation et récréation de La Vandaine	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.4.7	Sans objet
8	Evacuation des matériaux	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.4.8	Sans objet
10	Remise en état coordonnée à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.6.3.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de cette visite et sur les thématiques contrôlées, l'inspection ne relève qu'une seule non-conformité relative à l'absence d'inventaires faunes/flores depuis le démarrage de l'exploitation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Production autorisée - cote minimale d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tonnage total utile de matériaux à extraire est de 2 570 000 tonnes <sup>(1)</sup> . La quantité maximale de matériaux extraits <sup>(1)</sup> de la carrière est de 250 000 tonnes/an au maximum avec une production moyenne autorisée de 150 000 tonnes/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. La cote minimale d'extraction est de 210 m NGF. L'épaisseur maximale du front de taille est de 8 mètres.
<b>Constats :</b>  L'exploitation a débuté dans l'été 2020 (après les aménagements préalables et le défrichement de la première phase).  Depuis 2020, les volumes annuels de production (utiles plus stériles) sont inférieurs à 150 000 tonnes. La cote minimale d'extraction actuelle est de 216 m NGF. L'épaisseur d'extraction actuelle est d'environ 6 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures et barrières - contrôle de l'accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les retenues d'eau présentes dans le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.
<b>Constats :</b>  Les bassins de collecte et de décantation des eaux de ruissellement de la carrière sont sécurisés par des panneaux grillagés en périphérie. Une bouée est présente à proximité des bassins. En dehors des heures d'activités, l'accès à la carrière est fermé par une barrière. Pendant les travaux, le personnel intervenant sur la carrière est chargé de la surveillance de l'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Déboisement - défrichement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déboisement - défrichement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation (voir annexe).  Le déboisement et le défrichement s'effectuent conformément au dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées (article 2.4.2).
<b>Constats :</b>  Le déboisement et le défrichement des surfaces exploitables est réalisé par phases conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de dérogation aux espèces protégées du 28/08/2019 (ANNEXE 2). La phase 1 du défrichement (environ 8 ha) a été réalisée de 2018 (déboisement) à 2019 (dessouchage). La phase 2 du défrichement (environ 24 ha) a été réalisée de 2019 (déboisement) à 2021 (dessouchage). La phase 3 du défrichement (environ 12 ha) a été réalisée en 2022 (uniquement en déboisement). Les périodes de déboisement et de dessouchage ont été réalisées en périodes de moindre sensibilité des espèces conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de dérogation aux espèces protégées du 28/08/2019 (MR1, MR2, MR3 et MR4).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation annuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,</li><li>• les bords de la fouille,</li><li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li><li>• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des stocks de matériaux,</li><li>• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>• le positionnement et les hauteurs des fronts,</li><li>• les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant</li></ul>

- de l'activité,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan doit être réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

#### Constats :

Le plan d'exploitation et son plan annexe relevés le 25/09/2024 par un géomètre de la société TERREAL comportent toutes les informations requises.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Périmètre d'éloignement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Distance de retrait de l'extraction

#### Prescription contrôlée :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

#### Constats :

Les bords de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites de l'emprise autorisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Phasage d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Phasage d'exploitation

#### Prescription contrôlée :

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 4 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe 2) et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m <sup>2</sup> )	V o l u m e utile/Tonnage à extraire

1	2019	86 100	375 000 m <sup>3</sup> / 750 000 t
2	2024	72 100	375 000 m <sup>3</sup> / 750 000 t
3	2029	62 600	375 000 m <sup>3</sup> / 750 000 t
4	2034	16 200	158 926 m <sup>3</sup> / 317 852 t

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (à l'extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

#### Constats :

L'exploitation est en fin de phase 1. La surface exploitable correspondant à la phase 1 n'a pas été complètement extraite.

La profondeur du gisement d'argile valorisable pour la fabrication de tuiles est moindre que celle prévue dans le dossier de demande d'autorisation (présence de passages trop sableux).

De ce fait malgré des volumes extraits inférieurs à la cadence moyenne annuelle autorisée, l'avancement du phasage est conforme à l'avancement moyen.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les surfaces mises en exploitation par phases 1,2 et 3 indiquées dans l'article 2.5 (tableau colonne 3) semblent erronées.

Pour la phase 1, la surface mise en exploitation serait d'environ 11 ha et non 8,6 ha.

Pour la phase 2, la surface mise en exploitation serait d'environ 11 ha et non 7,2 ha.

Pour la phase 3, la surface mise en exploitation serait d'environ 20 ha et non 6,2 ha.

Il est souhaitable que ces valeurs soient vérifiées et corrigées le cas échéant par l'exploitant au regard de la surface totale exploitable de 44 ha.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Déviation et récréation de La Vandaine

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.4.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déviation et récréation de La Vandaine

#### Prescription contrôlée :

Le cours d'eau de La Vandaine sera dévié au cours de la deuxième phase d'exploitation.

<p>Le phasage de l'extraction devra permettre la recreation du cours d'eau de manière coordonnée à la remise en état durant cette période dans le but de réduire dans le temps les perturbations liées aux travaux.</p> <p>Ces travaux seront effectués conformément aux dispositions de l'arrêté de dérogation « espèces protégées ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation est en fin de phase 1.</p> <p>Le cours d'eau "La Vandaine" qui traverse la surface exploitable dans l'angle sud-est n'a pas été détourné.</p> <p>L'exploitant prévoit de détourner de manière définitive le cours d'eau dans l'emprise exploitable et non le long des limites autorisées comportant un angle droit. Il prévoit de déposer un porter à connaissance qui modifiera le phasage d'exploitation restant, la déviation et la recreation de La Vandaine dans son tracé et la remise en état final, au cours de la phase 2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Evacuation des matériaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.4.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evacuation des matériaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matériaux extraits sont évacués vers l'usine TERREAL de Chagny Ville pour la fabrication de tuiles par voie routière conformément aux itinéraires définis dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) entre 7 h et 18 h.</p> <p>L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site.</p> <p>L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière d'une comptabilité précise des quantités extraites et transférées vers l'usine de TERREAL à Chagny Ville.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les matériaux utiles extraits de la carrière sont acheminés jusqu'à l'usine de Chagny-Ville par voie routière et par camions bennes selon l'itinéraire défini dans le dossier.</p> <p>Les horaires et les règles de transport sont précisées au sous-traitant dans le protocole de chargement/déchargement avec l'exploitant.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre comptable informatisé où il enregistre les rotations journalières effectuées par les camions et les volumes de matériaux évacués.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Suivi faune et flore

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.4.9</p>
---



<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi faune et flore
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un suivi écologique sous forme d'inventaires faunistiques est réalisé dès le démarrage et durant toute la période d'autorisation d'exploiter selon les périodicités fixées à l'article 9.4.3. Ce suivi vise à vérifier l'efficacité des mesures de réduction et de compensation mises en place pendant la période d'exploitation dans l'emprise autorisée.
<b>Constats :</b>  Hormis un suivi des amphibiens dans l'emprise de la carrière par un écologue, l'exploitant n'a pas réalisé d'inventaire complet des espèces faunistiques et floristiques depuis le démarrage de l'exploitation en 2020 (début de l'extraction).  <b>Non-conformité :</b> absence d'inventaires faunistiques et floristiques depuis le démarrage de l'exploitation en 2020
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre à l'inspection et au service en charge de la biodiversité de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, une copie du rapport d'inventaire faune/flore quand il sera produit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 10 : Remise en état coordonnée à l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 2.6.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage partiel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il doit être géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Le remblayage de la carrière est réalisé principalement avec les stériles de découverte restés sur place (93 %). Les boues issues des bassins de décantation seront intégrées, après séchage, au remblayage par mélange avec les stériles. L'apport de casseaux de tuiles cuits et crus de l'usine de fabrication de Chagny-Ville (rebuts de fabrication) est autorisé à hauteur de 2000 t/an (7 % du volume total des remblais) afin de ne doit pas nuire à l'homogénéité des volumes remblayer. Une quantité de 4000 t/an est tolérée pour les deux premières années. Le remblayage partiel de la surface d'extraction est mené jusqu'à la cote 216 à 222 m NGF en fonction de la topographie naturelle du site avec une pente régulière en direction du point bas en partie Sud-Est au niveau de l'emplacement du futur étang forestier.  La terre végétale stockée sur site recouvre au final les terrains mouvementés.
<b>Constats :</b>

La remise en état des surfaces extraites est coordonnée au phasage d'exploitation. Les stériles d'extraction sont replacés dans les surfaces précédemment extraites (remblayage). Actuellement les premières surfaces remblayées ne sont pas définitivement remises en état, le nivellement des surfaces n'est pas finalisé.

Les apports de déchets de fabrication de tuiles (casse cuite) ne sont utilisés que pour l'aménagement des pistes dans la carrière.

Les volumes annuels entrant sont inférieurs à 2000 tonnes.

**Type de suites proposées :** Sans suite